

INTERNATIONAL • GUERRE EN UKRAINE

Guerre en Ukraine : après un long débat, l'administration Biden autorise Kiev à frapper le territoire russe

Le feu vert de l'administration Biden est circonscrit à la région frontalière de Kharkiv, la grande ville de l'Est ukrainien, cible d'une offensive des forces de Moscou.

Par Cédric Pietralunga

Publié hier à 11h46, modifié hier à 12h05 · Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



A Mala Danylivka, près de Kharkiv, après une frappe russe, le 30 mai 2024. VALENTYN OGIRENKO / REUTERS

Les conséquences sur l'évolution de la guerre en Ukraine pourraient être majeures. Selon différentes sources internes à l'administration américaine, les Etats-Unis ont décidé d'autoriser Kiev à mener des frappes sur le sol russe à l'aide d'armes occidentales. Un feu vert accordé à la condition que les Ukrainiens limitent leurs bombardements aux zones frontalières de la région de Kharkiv, située au nord du pays, où les forces russes sont entrées le 10 mai et ont conquis depuis plus de 180 kilomètres carrés de territoire.

« Le président [Joe Biden] a donné pour mission à son équipe de faire en sorte que l'Ukraine puisse utiliser des armes américaines afin de contre-attaquer dans la région de Kharkiv, de manière à riposter lorsque les forces russes les attaquent ou se préparent à les attaquer », a indiqué un responsable américain à l'Agence France-Presse, jeudi 30 mai, confirmant des informations du site Politico. La position de la Maison Blanche en ce qui concerne les frappes à longue portée à l'intérieur de la Russie n'a, à l'inverse, pas changé. Celles-ci restent prohibées par Washington, indiquent les mêmes sources.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Cette évolution de la position américaine fait suite aux intenses pressions exercées par l'Ukraine mais aussi par une partie de ses alliés, qui estiment que la nouvelle offensive lancée par Moscou a changé la donne. En attaquant l'Ukraine depuis son territoire national et non depuis les territoires qu'elle occupe dans les oblasts de Kharkiv, Louhansk, Donetsk, Zaporijja ou Kherson, la Russie empêche les forces de Kiev d'agir, celles-ci n'ayant pas les capacités de viser les rassemblements de

troupes ou les aéronefs opérant depuis l'intérieur des frontières ennemis.

« La politique américaine a créé un vaste sanctuaire dans lequel la Russie a pu rassembler sa force d'invasion terrestre, et depuis lequel elle lance des bombes planantes et d'autres systèmes de frappe à longue portée pour soutenir sa nouvelle invasion », déplorait ainsi le cercle de réflexion américain Institute for the Study of War, dans une note publiée le 13 mai. Après l'attaque lancée le 10 mai vers Kharkiv, la deuxième plus importante ville du pays, les Ukrainiens s'inquiètent notamment d'un nouveau regroupement de troupes russes plus au nord, dans la région de Soumy.

Intense débat au sein de l'administration américaine

Cet assouplissement américain intervient après un intense débat au sein de l'administration Biden. Depuis plusieurs semaines, le secrétaire d'Etat, Antony Blinken, favorable à des frappes limitées sur le sol russe, s'opposait à la position de fermeté du conseiller à la sécurité nationale, Jake Sullivan, pour qui le risque d'escalade avec Moscou était trop grand. Lors d'un déplacement à Kiev, le 15 mai, le chef de la diplomatie avait esquissé une première ouverture, affirmant que « c'est à l'Ukraine de prendre ses décisions sur la manière dont elle mène cette guerre ». Ces déclarations avaient aussitôt été démenties par le Pentagone et la Maison Blanche.

Le Monde Application

La Matinale du Monde

Chaque matin, retrouvez notre sélection de 20 articles à ne pas manquer

[Télécharger l'application →](#)

Plusieurs pays alliés de l'Ukraine militaient également pour une levée de ce veto. Début mai, le Royaume-Uni avait été le premier à autoriser l'emploi de ses armes pour frapper le territoire russe, bientôt suivi par la Pologne, l'Estonie, les Pays-Bas, le Canada... Lors d'une visite en Allemagne le 28 mai, Emmanuel Macron leur avait emboîté le pas, expliquant qu'« *on doit permettre de neutraliser les sites militaires d'où sont tirés les missiles, les sites militaires depuis lesquels l'Ukraine est agressée* ». « *Si l'on dit [aux Ukrainiens] "vous n'avez pas le droit d'atteindre le point d'où sont tirés les missiles", en fait, on leur dit "on vous livre des armes, mais vous ne pouvez pas vous défendre"* », avait renchéri le chef de l'Etat.

Lire aussi |  [Emmanuel Macron prêt à autoriser l'Ukraine à frapper les sites militaires russes avec des missiles livrés par la France](#)



Selon les analystes, cette autorisation américaine pourrait avoir d'importantes conséquences sur la façon dont la Russie mène ses opérations en Ukraine. Depuis l'échec de son « opération militaire spéciale », Moscou utilise massivement ses bombardiers pour frapper les positions ukrainiennes sur le front avec des bombes planantes ou des cibles civiles à l'arrière, à l'aide de missiles air-sol. Jusqu'ici, les Ukrainiens ne pouvaient pas atteindre ces aéronefs russes, ceux-ci agissant depuis leur espace aérien national. En faisant peser sur eux la menace de missiles sol-air tirés par une batterie américaine Patriot ou franco-italienne SAMP/T, les Ukrainiens vont obliger les Russes à reculer leurs avions, ce qui devrait limiter leur champ d'action.

Lire aussi |  [Emmanuel Macron veut constituer une coalition européenne d'instructeurs militaires en Ukraine](#)



Reste à savoir quelle sera la réaction de Moscou face à cette initiative américaine. Désireux de limiter les risques d'escalade, les Occidentaux ont fait passer le message qu'il ne s'agit pas d'un geste d'agression vis-à-vis de la Russie. « *Ces armes données permettent à l'Ukraine de frapper en légitime défense. Cela ne fait pas de la France une puissance cobelligérante et ce n'est pas escalatoire, contrairement au narratif du Kremlin* », a affirmé le ministre français des armées, Sébastien Lecornu, interrogé vendredi 31 mai sur Franceinfo.

Cédric Pietralunga

Services *Le Monde*

Découvrir



Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Testez votre culture générale avec la réda du Monde